

Amin, Samir; Arrighi, Giovanni; Gunder-Frank, André; Wallerstein, Immanuel. *La crise, quelle crise? Dynamique de la crise mondiale*. Paris, Librairie François Maspéro, Coll. « Textes à l'appui », 1982, 251 p.

Pierre-André Tremblay

Volume 15, Number 1, 1984

Les processus décisionnels en matière de commerce extérieur : quelques éléments de réflexion à la lumière de l'expérience québécoise

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701626ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701626ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tremblay, P.-A. (1984). Review of [Amin, Samir; Arrighi, Giovanni; Gunder-Frank, André; Wallerstein, Immanuel. *La crise, quelle crise? Dynamique de la crise mondiale*. Paris, Librairie François Maspéro, Coll. « Textes à l'appui », 1982, 251 p.] *Études internationales*, 15(1), 222–225.
<https://doi.org/10.7202/701626ar>

2. COMPTES RENDUS

THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

AMIN, Samir; ARRIGHI, Giovanni; GUN-
DER-FRANK, André; WALLERSTEIN, Im-
manuel. *La crise, quelle crise? Dynamique de la crise mondiale*. Paris, Librairie François Maspéro, Coll. « Textes à l'ap-
pui », 1982, 251 p.

Ce livre se compose de 4 essais. Les auteurs, aux idées voisines mais non identiques, se sont donné pour objectif d'explorer les causes, historiques ou structurelles, de la crise que traverse le système économique mondial depuis une dizaine d'années. Ils cherchent donc d'abord à savoir ce qui constitue la crise. Par ailleurs, ainsi qu'ils le rappellent dans leur introduction commune, les auteurs sont voués à une optique socialiste du changement social. C'est dire que le troisième volet de leur réflexion, celui analysant les conséquences de la crise, les amène à tenter de donner des scénarios possibles pour sortir de la crise et à en évaluer l'impact sur les forces progressistes mondiales.

Le premier chapitre (« La crise comme transition », par I. Wallerstein) n'apprendra rien de nouveau à ceux qui ont lu les travaux précédents de cet auteur. Il y rappelle que dans notre économie-monde (qui englobe les États), c'est la pluralité même de ces États qui permet de reproduire une économie unifiée. L'accumulation, l'offre mondiale croissante, se heurte à une demande mondiale restant à peu près stable; ce déséquilibre a comme effet une crise de surproduction qui se répète tous les 25 ans. Cela provoque des remous, voire des crises politiques, car les divers groupes sociaux se querelleront à propos de la répartition des produits. Cela peut provoquer, de la part des groupes dirigeants, deux types de réponses: soit un transfert des industries de pointe vers la semi-périphérie, soit l'incorporation de nouvelles zones dans l'économie-monde. Ces remarques générales étant faites,

l'auteur estime qu'il faut différencier entre la *stagnation* que nous traversons et qui fait partie du cycle économique normal, et la *crise structurelle* du capitalisme, le déclin de ce système ayant commencé en 1917. On peut prévoir que la stagnation sera réglée vers 1990, car elle a toujours pris 20 ans à être surmontée.

La plus grande partie de l'essai est consacrée à expliquer pourquoi la solution même à la stagnation ne fera qu'aggraver la crise. On peut résumer ce point de vue en disant que le système fait surgir les limites de sa propre reproduction. La principale est sans doute que l'économie capitaliste a besoin d'un extérieur qui s'amenuise de plus en plus. La prolétarianisation tendancielle de toute la planète est contradictoire: impliquant une mercantilisation totale, elle contredit la non-liberté de la force de travail qui est pourtant une condition essentielle du capitalisme. En d'autres termes, le jeu même de la loi de la valeur détruira le MPC et offre une possibilité objective d'existence aux divers aspects culturels et politiques des mouvements anti-systémiques. On comprend que, dans un tel contexte, les prévisions sur le futur du capitalisme ne pourront être que globales et planétaires: on peut s'attendre à une remontée des nationalismes, qui sont maintenant des réponses populaires à l'idéologie universaliste du MPC plus qu'une réponse bourgeoise à l'internationalisme prolétarien; on assistera à un déclin relatif des États-Unis, dont le leadership est remis en question par l'Europe et le Japon, et à la constitution d'axes mondiaux Japon-Chine-États-Unis et Europe de l'Est-Europe de l'Ouest-URSS, ce méli-mélo montrant assez que les processus révolutionnaires sont encore incomplets. Une telle prospective revient à donner des objectifs aux forces révolutionnaires mais, à l'exception de la référence à une remise en question des réseaux supra-étatiques, les tenants du changement social devront chercher ces objectifs assez loin entre les lignes de l'article. Situait le débat à un tel niveau de généralité, il n'offre que des assises bien vagues à l'optimisme dont il fait preuve. Comment avoir prise sur une crise de civilisation? Cet article n'est vraiment pas « un guide pour l'action ».

Le texte suivant de G. Arrighi, « Une crise d'hégémonie », s'il souffre d'une langue moins souple, est néanmoins d'une facture plus simple. Il se base sur le fait que l'économie mondiale est soutenue, voire régulée, par l'action des États. C'est ainsi que les États-Unis ont moins cherché à garantir la sécurité des échanges qu'à assurer celle des entreprises et surtout, après 1975, celle des entreprises américaines. Ce « changement discontinu » qu'est la crise actuelle est donc analysable comme la remise en question de la place et du rôle des blocs leaders de l'économie mondiale. Elle est amenée par la conjonction de trois ordres de facteurs.

La première racine de la crise est dite « insoumission de la périphérie » et rappelle que la croissance qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale fut surtout visible dans les pays de la semi-périphérie (Japon, Europe de l'Ouest) puis dans ceux du Tiers Monde. Ce développement très inégal eut des effets déstabilisateurs profonds sur la puissance américaine et sur la légitimité des États périphériques face aux sociétés qui les composent et face aux autres États. Le second ensemble de facteurs est appelé « insoumission du capital ». Il renvoie à la transnationalisation et l'analyse comme une façon, pour les monopoles, de renforcer leurs avantages concurrentiels. Il faut insister sur le changement de la forme prise par cette concurrence: on assiste à des innovations et à une différenciation des produits plus qu'à une guerre des prix. « L'insoumission du travail » constitue le troisième noyau dur de la crise. Cela réfère à une transformation dans les rapports entre le capital et le travail: si la classe ouvrière organisée a perdu une partie de son pouvoir de négociation sur le marché du travail (dont son intégration dans diverses formes de « corporatisme libéral » est le signe), elle a néanmoins développé son pouvoir de négociation sur le lieu de travail, lui-même lié à la division du travail dans l'entreprise.

Malgré son assez grand respect des thèses léninistes, l'article d'Arrighi est assez décevant si on y cherche autre chose qu'une mise en ordre intéressante de la situation économique internationale. Lorsqu'il s'agit d'établir

des scénarios pour la décennie 1980, l'auteur écarte (après quelques hésitations) la possibilité d'une résurgence des rivalités interimpérialistes, car même l'URSS n'effraie guère le capital. Une solution politique à la crise, c'est-à-dire l'apparition d'une nouvelle hégémonie, n'est guère plus probable, car elle est liée à la soumission du travail dans les pays du centre (le corporatisme libéral) mais comme cela est dépendant d'une stabilisation de l'économie transnationale, on ne voit pas comment cela serait possible à court ou même à moyen terme. Les années 1980 ressembleront donc à la décennie précédente. La reprise est certes possible vers 1990 mais elle exigera que l'accumulation reprenne dans les nouvelles branches productives (robotique, énergie) et, jusqu'à présent, aucune issue viable ne se laisse entrevoir.

Si, à la suite de cette dose concentrée d'économie politique, on en vient à croire que les chercheurs sont incapables d'offrir une analyse qui soit actuelle (c'est-à-dire arrivant à voir les tendances du présent qui agiront dans le futur), on fera bien de lire l'article suivant d'A. Gunder-Frank intitulé « Crise de l'idéologie et idéologie de la crise ». D'entrée de jeu, l'auteur annonce que l'issue de la crise sera sans doute une régénération et une nouvelle expansion du capitalisme et que, si cela prépare le renversement du système, il est encore trop tôt pour savoir comment il s'effectuera. On sait cependant que sa forme dépendra des évolutions corrélatives des pôles Ouest, Est et Sud du système mondial.

Les éléments de la crise du bloc occidental sont connus. Depuis 1973, les investissements ont été dirigés vers une rationalisation plus que vers des innovations économiques, surtout dans le secteur des services. L'essoufflement devient visible dans l'inflation dont souffrent les économies occidentales et dans sa récupération politique où, sous prétexte d'austérité, on ne fait que sabrer dans les dépenses sociales. Le retour en vogue des vieilles théories libérales (von Hayek, par Friedman interposé) s'explique par l'effort du capital pour remettre en question l'État-providence et rediriger l'investissement vers des secteurs plus productifs, en particulier les

armements. Cela a des conséquences graves et directes sur les économies du Tiers Monde car, comme elles font partie intégrante de l'économie mondiale capitaliste, la crise y est immédiatement transférée par les déficits croissants de la balance des paiements. L'exportation des industries du centre vers la périphérie devient plus cruciale que jamais pour celle-ci. Les États du Tiers Monde doivent donc maintenir une pression constante pour abaisser les salaires. Si les réponses des populations furent diverses formes de populismes, c'est sans doute parce que le repli des pays de l'Est vers le chauvinisme de grande puissance et le socialisme dans un seul pays a discrédité l'idéologie socialiste et retiré au Tiers Monde un appui indispensable dans la lutte contre l'impérialisme. Le débat des années futures sera donc entre nationalisme et socialisme: il n'y a plus de cohésion entre libération nationale, socialisme local et États socialistes. La crise actuelle ne sera pas le fossoyeur du capital. Il faudra donner de nouvelles bases à la lutte socialiste à l'intérieur et à la recherche d'une indépendance par rapport aux structures impérialistes. Voilà un objectif clair, à défaut d'être original, mais complexe. L'auteur n'indique pas comment y parvenir.

D'une certaine façon, l'article suivant (« Crise, socialisme et nationalisme », par S. Amin) reprend la même discussion que Gunder-Frank mais tente d'être plus explicite quant aux moyens à prendre pour arriver à cette reformulation des structures mondiales. Après avoir rappelé que la fascination économique (le jeu de la loi de la valeur) ne doit pas faire oublier que la forme concrète prise par l'expansion capitaliste dépendra de la combinaison des luttes des diverses classes en présence, Amin conclut: l'économie mondiale est certes un ensemble coordonné mais on ne doit pas sous-estimer l'accroissement des écarts entre Nord et Sud, ni la profondeur des conflits entre pôles centraux. En clair, cela signifie que les États-Unis doivent maintenant partager leur leadership avec le Japon et l'Allemagne.

Mais cette évolution interne est constamment dépendante de la Division Internationale du Travail entre Nord et Sud. La contradiction

principale est moins, à l'heure actuelle, entre capital et travail qu'entre l'impérialisme et les forces populaires de la périphérie. Cette différence est importante; elle oblige à qualifier le terme de développement capitaliste, car il diffère selon qu'on se trouve au centre ou à la périphérie. La faiblesse des bourgeoisies de la périphérie indique bien la profondeur des inégalités de développement. Amin va jusqu'à parler d'une désintégration du pouvoir à la périphérie, produisant un vide et un appel d'air par où s'engouffrent les superpuissances. Si on rejette l'éventualité d'une intégration de l'Union soviétique au capital mondial, les pays du Tiers Monde se trouvent donc, et pour longtemps, dans une structure tri-polaire (Est, Ouest, Sud). Le socialisme étant peu probable à l'Ouest et l'Est étant engoncé dans son social-impérialisme, seule une stratégie de déconnexion pourra rendre possible l'indépendance et le développement des populations de la périphérie. Cette vision d'un « socialisme dans divers pays » porte l'auteur à croire que la transition au socialisme ressemblera plus au passage de l'Antiquité au féodalisme qu'à celui du féodalisme au capitalisme (« décadence » plutôt que « révolution »). Il faut donc être prudent face à l'internationalisme à outrance, reviser les conceptions qu'on a eues du populisme et s'efforcer de mieux comprendre la place de l'État dans le Tiers Monde.

On aura vu qu'il ne faut pas chercher dans ce livre une consistance qui présenterait l'état du monde présent et futur d'une façon systématique et unitaire. Les auteurs ont d'ailleurs eu la bonne idée de résumer leurs divergences dans la conclusion. Après la présentation faite ici, il est clair que de sérieux problèmes restent sans solution. Certains sont historiques (le Japon et l'Europe faisaient-ils ou non partie de la semi-périphérie au sortir de la Deuxième Guerre mondiale?), d'autres méthodologiques (qu'est-ce qu'une semi-périphérie?), d'autres proprement théoriques (le débat entre Lénine et R. Luxemburg), d'autres, enfin, politiques (analyses du populisme, de l'intégration de l'URSS dans le capitalisme, des dimensions géo-politiques des alliances possibles, etc.). Ces essais ne donnent guère le moyen de répondre à ces interrogations. Il n'en reste pas moins qu'à condition d'aimer

l'économie politique, le niveau en général très accessible de ce livre en fait une lecture agréable et profitable. À conseiller à tous ceux qui s'intéressent à la conjoncture économique mondiale.

Pierre-André TREMBLAY

*Département d'anthropologie
Université Laval*

GALANO, Ana-Maria; GÈZE, François et GONZALES-BATLLE, Fanchita (Eds.) *Famines et pénuries: La faim dans le monde et les idées reçues. Tricontinental, Nouvelle Série*, 1982, Paris, Éditions François Maspéro, Coll. « Petite collection Maspéro », no. 273, 1982, 192 p.

La première partie de cet ouvrage regroupe quatre articles de différents auteurs qui présentent quelques aspects de la faim et de la sous-nutrition en Asie (Inde, Bengla Desh), en Amérique latine et au Tchad en Afrique.

François Durand-Dastès aborde la question de la famine et de sous-nutrition en Inde. Selon l'auteur, l'Inde est passée d'une situation de famines fréquentes et répétées à un état de sous-alimentation chronique. Dans le premier cas, il s'agit d'une raréfaction des produits alimentaires disponibles pour une partie importante de la population; dans le second, on a affaire aux notions de quantité, de qualité et d'insuffisance. Il analyse successivement les crises alimentaires en Inde de 1860 à 1981, les mécanismes des famines et les causes de sa raréfaction. Sur ce dernier point, il affirme que « l'Inde indépendante a réussi, par la mise en oeuvre d'une politique réformatrice, très souvent décriée, à assurer au pays quarante ans sans famine dans une conjoncture démographique ascendante » (p. 24).

Jacques Chonchol stigmatise quelques aspects de la pauvreté et de la malnutrition en Amérique latine. L'auteur fait remarquer que c'est l'une des régions du Tiers monde où la croissance économique a été la plus rapide pendant ces dernières années, mais que plus de la moitié de sa population souffrait de malnutrition au début des années soixante-dix,

situation qui ne cesse de s'aggraver dans plusieurs pays de la région. Il explique cet état de choses en indiquant que la capacité de s'alimenter dépend du pouvoir de chacun et ce pouvoir d'achat est très mal réparti, d'où la persistance de la malnutrition dans certaines régions de l'Amérique latine. Il analyse ensuite les liens entre disponibilités alimentaires et niveaux de revenus, la pauvreté et la malnutrition, les conséquences sociales de la malnutrition, la malnutrition et la dépendance extérieure. Sur ce dernier point, il montre comment au cours de ces dix dernières années, en même temps que s'aggravait la malnutrition dans les pays latino-américains, ceux-ci accroissaient leur dépendance à l'égard des apports extérieurs pour satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels.

Quant à Jean Cabot, il évalue la situation au Tchad en analysant le rôle respectif de divers intervenants dans la famine de 1972-1973. Après avoir passé en revue les contraintes du milieu naturel, il affirme qu'il s'agit d'un milieu rural où le paysan se contente pour l'essentiel de s'adapter aux forces contraignantes de la nature. Il analyse ensuite les responsabilités coloniales et aussi l'imitation coloniale. En ce qui concerne les premières, l'introduction de cultures de rente, en l'occurrence le coton, à la place des cultures vivrières a entraîné une extension des défrichements dans un système d'agriculture à longues jachères nécessaires à une bonne reconstruction des sols, ce qui a pour conséquences, entre autres, la mise à nu des cuirasses ferrugineuses dans certains secteurs perdus pour toute culture. En ce qui concerne les responsabilités des dirigeants locaux, l'auteur estime que le gouvernement tchadien s'est agrippé aux structures agricoles héritées de la période coloniale et ainsi, le coton « colonial » est devenu le coton « national ».

Les articles de la deuxième partie de cet ouvrage ont d'une part, restitué la dimension historique du problème de la faim et de la famine et montré les difficultés rencontrées pour les définir avec précision, et d'autre part, rendu compte de certains aspects des débats suscités par les récentes campagnes contre la faim.